



CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté de Communes Médoc Atlantique,
Relative

à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises

ENTRE

LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, 14 rue François-de-Sourdis – 33077 BORDEAUX CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n°..... du 7 novembre 2022,

ci-après désignée par «la Région»,

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE, 9 rue du Maréchal d'Ornano - 33780 Soulac-sur-Mer, représentée par son Président, Monsieur Xavier PINTAT, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n°..... du 10 novembre 2022,

ci-après désignée par «la Communauté de Communes»,

d'autre part,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-2, L1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 et L4251-17 et suivants,

Vu la délibération n° 2022.950 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 20 juin 2022 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 31 août 2022 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2022.11 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 7 février 2022 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,

Vu la délibération n°..... de la Commission permanente du Conseil régional en date du 7 novembre 2022 approuvant les dispositions de la présente convention,

Vu la délibération n°D27062019/090 du Conseil de la Communauté de Communes en date du 27 Juin 2019 adoptant sa stratégie de développement économique,

Vu la délibération en date du 12 février 2020 du Conseil de la Communauté de Communes relative à la convention pour la mise en œuvre du SRDEII 2016/2022 avec la Région Nouvelle Aquitaine,

Vu les délibérations en date du 15 octobre 2020 du Conseil de la Communauté de Communes relatives d'une part, à l'avenant n°1 à la convention pour la mise en œuvre du SRDEII 2016/2022 et, d'autre part à la création du fonds de soutien aux entreprises par la Communauté de Communes, dont la mise en place et le suivi ont été confiés à Initiative Gironde,

Vu la délibération n° du Conseil de la Communauté de Communes en date du 10 novembre 2022 approuvant les dispositions de la présente convention,

EXPOSE DES MOTIFS

0 Préambule

L'objectif de la présente convention est :

- de mettre en œuvre sur le territoire de la Communauté de Communes le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) Nouvelle-Aquitaine,
- d'engager un partenariat privilégié en matière de développement économique et d'accueil des entreprises entre la Communauté de Communes et la Région,
- d'arrêter le dispositif des aides aux entreprises que souhaite mettre en place la Communauté de Communes,
- de garantir la complémentarité des interventions économiques de la Communauté de Communes avec celles de la Région,

dans l'intérêt du développement économique régional, en partage avec les priorités communes et en compatibilité avec les orientations du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation Nouvelle Aquitaine et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises.

En conséquence de quoi,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Mise en œuvre du SRDEII

La Communauté de Communes s'est dotée d'une stratégie de développement économique reposant sur un diagnostic de son territoire réalisée en concordance avec les orientations identifiées par le partenariat régional et inscrites dans le SRDEII Nouvelle-Aquitaine.

La stratégie de développement économique communautaire est jointe en annexe I de la présente convention. Elle repose sur les principes suivants :

- Axe 1 → Le développement de la filière touristique
- Axe 2 → La redynamisation des centres-bourgs
- Axe 3 → Les disponibilités foncières pour l'économie productive
- Axe 4 → Une diversification économique favorisée par l'ouverture aux territoires voisins
- Axe 5 → Le développement des activités du secteur « primaire » - agriculture – sylviculture – aquaculture
- Axe 6 → Un socle performant au service du développement économique
- Axe 7 → L'accès au potentiel numérique du territoire
- Axe 8 → La transition vers des énergies renouvelables

La stratégie est compatible avec les orientations du SRDEII.

Article 2 : Partenariat privilégié Communauté de Communes/Région

La mise en œuvre conjointe de la stratégie de développement économique, dont la Communauté de Communes s'est dotée, et de la stratégie de développement économique régional, repose sur un partenariat privilégié entre ces collectivités.

Les engagements et les obligations auxquels la Communauté de Communes et la Région s'obligent mutuellement font l'objet d'une charte de partenariat économique figurant en annexe II à la présente convention.

Article 3 : Aides aux entreprises

La Communauté de Communes a adopté son règlement d'intervention qui prévoit les caractéristiques des aides aux entreprises qu'elle souhaite attribuer. Il est organisé en conformité avec les 9 orientations du SRDEII et du règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises.

L'exposé des dispositifs du règlement d'intervention communautaire fait l'objet de l'annexe III à la présente convention.

Le montant et les modalités de l'intervention communautaire seront modulés en fonction des caractéristiques du projet. L'analyse s'appuie sur les principaux critères suivants :

- projet pour lequel le soutien est demandé,
- motifs économiques et sociaux qui légitiment l'intervention de la collectivité,
- type d'entreprise bénéficiaire et secteur d'activité concerné,
- zone géographique,
- création et/ou maintien d'emplois,
- effet de levier de l'aide publique sur le projet de l'entreprise,
- caractère novateur de l'investissement pour le tissu économique,
- impact sur l'environnement.

Les interventions réalisées au titre de la présente convention sont conformes aux règles européennes relatives aux aides publiques aux entreprises et au Code Général des Collectivités Territoriales. A cette fin, chacun des dispositifs précise son régime de rattachement.

Les entreprises bénéficiaires des aides doivent avoir une implantation sur le territoire communautaire et se conformer à l'ensemble des réglementations en vigueur, en particulier, celles relatives au droit du travail, aux obligations fiscales et sociales et à la protection de l'environnement.

Les modalités de mise en œuvre des aides aux entreprises font l'objet de l'annexe IV à la présente convention.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prendra fin le 31 décembre 2023.

Chacune des parties peut demander la résiliation de la convention. La Communauté de Communes ne sera alors plus en capacité de mener des actions de développement économique ni d'attribuer des aides aux entreprises.

Article 5 : Modifications

La présente convention pourra être modifiée, par voie d'avenant, notamment en cas de modification substantielle des dispositifs d'intervention de l'une ou l'autre des collectivités.

Article 6 : Evaluation

La Communauté de Communes et la Région pourront décider de la mise en place d'un processus d'évaluation visant à apprécier l'efficacité et l'impact sur le territoire communautaire des dispositifs d'aides objet de la présente convention.

Fait à Bordeaux,
Le

Pour la Région Nouvelle Aquitaine
Le Président du Conseil régional,

Pour la Communauté de Communes Médoc Atlantique
Le Président de la Communauté de Communes,

Alain ROUSSET

Xavier PINTAT

ANNEXES

A LA CONVENTION entre la Région Nouvelle Aquitaine Et la Communauté de Communes Médoc Atlantique, relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises

ANNEXE I STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

ANNEXE II CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET COMMUNAUTES DE COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

ANNEXE III REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES

ANNEXE IV MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES

ANNEXE I

STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1- Diagnostic et enjeux

La réflexion engagée dans le cadre de la stratégie de développement économique de la Communauté de Communes Médoc Atlantique a permis d'identifier les forces et les faiblesses du territoire à partir des **principaux éléments de diagnostic suivants**.

→ Le territoire

1 territoire préservé, des paysages divers, de nombreux sites d'intérêt mais de multiples contraintes règlementaires qui conditionnent l'occupation du sol

1 éloignement géographique renforcé par des infrastructures de transport insuffisantes et une forte congestion routière en proximité de la métropole bordelaise

1 offre touristique variée et de qualité

Des infrastructures numériques insuffisantes qui pénalisent le développement économique

→ L'analyse socio-démographique du territoire

1 bonne dynamique démographique

Mais des ménages à revenus plus faibles que la moyenne du département avec une part importante de retraités

42% des actifs travaillent sur leur commune de résidence

1 attractivité du sud du territoire plus marquée

→ L'organisation commerciale et consommation

1 répartition par famille de produits similaire à la Gironde

La grande distribution prend le pas sur les petits commerces

Globalement les ménages de la cdc consomment autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire

L'évasion commerciale est plus forte pour les produits non alimentaires

→ Les données économiques du territoire

Structure et dynamique économique

1 croissance modérée du nombre d'établissements

1 majorité d'établissements de très petite taille

1 répartition inégale des établissements sur le territoire au profit des communes du sud de la CdC

1 économie à dominance présentielle en lien avec l'activité touristique

Spécialisation économique du territoire

1 spécialisation locale sur la sphère publique et le tourisme

1 potentiel fiscal plus élevé que la moyenne départementale

1 spécialisation des revenus du territoire : résidences secondaires, pensions de retraite et tourisme

Enquêtes auprès des entreprises

1 tissu constitué de très petites structures (55% sans salarié et 92% de moins de 5 salariés)

73% des établissements mono activité avec une dominante commerciale et bâtiment (économie présentielle)

Des débouchés surtout endogènes : 1 développement économique contraint par une insuffisance des infrastructures numériques et l'éloignement géographique

1 économie soumise à une forte saisonnalité (1 gestion complexe des recrutements)

2- Stratégie économique, orientations et actions

La stratégie de développement économique de la Communauté de Communes Médoc Atlantique définit **8 axes qui se déclinent en 24 actions**.

Axe 1 → Le développement de la filière touristique

Action 1 : Un observatoire de la clientèle touristique → Mieux connaître la clientèle touristique et son évolution pour adapter l'offre touristique et suivre les retombées économiques associées au tourisme.

Action 2 : Une « marque de destination » → Développer une stratégie de marketing territorial pour renforcer la notoriété de la destination et conquérir de nouveaux marchés (tourisme d'affaires,...).

Action 3 : Un cluster consacré à l'hôtellerie de plein air → S'adapter aux évolutions du secteur (Professionnalisation de la main d'œuvre - Nouveaux débouchés pour les entreprises locales - Nouvelles implantations).

Action 4 : La réhabilitation des structures touristiques → Développer une offre touristique diversifiée et cohérente pour améliorer l'accueil des touristes.

Action 5 : La mise en place d'un groupement d'employeur → Garantir les conditions de la pérennité de la filière touristique en accompagnant les entreprises et les travailleurs saisonniers.

Axe 2 → La redynamisation des centres-bourgs

Action 6 : Des documents d'urbanisme en faveur du commerce de proximité → Maintenir la diversité du tissu commercial à l'aide des outils réglementaires existants.

Axe 3 → Les disponibilités foncières pour l'économie productive

Action 7 : Des documents d'urbanisme en faveur de l'économie productive → Préserver des emprises foncières à destination de l'économie productive (Optimiser l'existant et définir les conditions de nouvelles possibilités)

Action 8 : Mise en place d'un dispositif d'accueil des entreprises → Structurer et programmer l'offre économique du territoire (Schéma d'accueil des entreprises et Guide d'information des entreprises).

Action 9 : Une plateforme de commercialisation des disponibilités foncières et immobilières → Favoriser le parcours immobilier des entreprises et promouvoir le territoire pour l'accueil de nouvelles entreprises.

Axe 4 → Une diversification économique favorisée par l'ouverture aux territoires voisins

Action 10 : De nouvelles conditions de franchissement d'estuaire en faveur du désenclavement de la partie nord de la Communauté de Communes → Désenclaver la partie nord du territoire pour initier de nouvelles opportunités de marchés (Nouvelle tarification du BAC - Devenir des réserves foncières du GPMBx – Valorisation de la Pointe de Grave – Activité de Port Médoc).

Action 11 : Une étude d'opportunité pour la réalisation d'un ouvrage d'estuaire multifonction → Améliorer l'accessibilité et accroître l'attractivité économique et touristique de la Pointe du Médoc avec la réalisation d'un ouvrage qui pourrait également assurer une protection contre les risques d'inondation et développer la production d'énergies renouvelables.

Action 12 : De nouveaux projets captant l'attractivité métropolitaine → Renforcer et diversifier l'économie locale en valorisant la proximité immédiate avec la Métropole bordelaise.

Action 13 : Un centre de formation aux métiers de la plaisance/nautisme → Favoriser la création d'un campus formation aux métiers de la plaisance, du nautisme et plus globalement de la gestion portuaire autour de Port Médoc en lien avec les collectivités compétentes.

Axe 5 → Le développement des activités du secteur « primaire »

Action 14 : La promotion des activités productives locales → Identifier et valoriser les activités traditionnelles locales (agriculture, aquaculture, sylviculture,...) dans une logique de circuits courts pour les consommateurs (habitants et/ou touristes).

Axe 6 → Un socle performant au service du développement économique

Action 15 : Une synergie entre les acteurs locaux → Actions de promotion et d'animation économique du territoire pour le rendre plus attractif (Création de supports de communication, Organisation d'événements,...).

Action 16 : Un observatoire économique → Meilleure connaissance du territoire pour valoriser les activités existantes et identifier les nouvelles opportunités de développement.

Action 17 : Un office du tourisme, du commerce et de l'artisanat → Mener une politique de développement harmonisée entre le commerce, les services et le tourisme pour renforcer l'économie du territoire.

Action 18 : Une démarche de marketing territorial → Engager une démarche au-delà de la marque de destination « Océanesque » afin de promouvoir l'ensemble de l'économie (Par exemple avec le label PNR Médoc).

Axe 7 – L'accès au potentiel numérique du territoire

Action 19 : La formation des TPE/PME à la transition numérique → Promouvoir et accompagner la montée en puissance numérique des entreprises avec le déploiement de la fibre sur le territoire.

Axe 8 – La transition vers des énergies renouvelables

Action 20 : La promotion de l'énergie photovoltaïque sur toiture → Valoriser le développement de la production d'énergie photovoltaïque auprès des ménages et des entreprises ayant un projet et, auprès des artisans du secteur.

Action 21 : Une plateforme numérique sur la rénovation énergétique → Inciter à l'amélioration de la qualité de l'habitat du territoire (pour les ménages concernés et pour les entreprises du secteur).

Action 22 : La valorisation des bonnes pratiques environnementales des entreprises → Sensibiliser à l'amélioration de l'impact environnemental des entreprises sur le territoire par un accompagnement personnalisé et/ou l'attribution de labels.

Action 23 : L'étude du potentiel hydrolie et géothermie du territoire → S'inscrire dans la stratégie de développement durable du territoire en analysant les gisements potentiels et la faisabilité de zones d'essais.

Action 24 : Une stratégie de mobilité durable et économe → Favoriser les modes de déplacement innovants moins nuisibles à l'environnement (Elaboration d'un Schéma de développement des zones de production et d'infrastructures de chargement – Zones de covoiturage – Etude d'opportunité d'un Transport à la demande).

ANNEXE II



CHARTRE DE PARTENARIAT ECONOMIQUE DES COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION ET COMMUNAUTES DE COMMUNES AVEC LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

Le Code général des collectivités territoriales donne à la Région la responsabilité exclusive de la définition des orientations en matière de développement économique, la définition des régimes d'aides et l'attribution des aides aux entreprises sur le territoire régional.

Ce même Code permet aux communautés d'agglomération et aux communautés de communes de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de développement économique de leurs territoires en compatibilité avec le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) élaboré par le partenariat économique régional sous l'égide de la Région. Les communautés d'agglomération et communautés de communes disposent pour une grande partie d'entre elles de l'expertise nécessaire en interne.

Cette même exigence de compatibilité avec le SRDEII s'impose à la Région lorsqu'elle élabore ses propres stratégies de développement économique et qu'elle définit les régimes d'aides aux entreprises. C'est dans ce cadre que la Région a établi son règlement d'intervention qui définit les régimes d'aides utilisables par l'ensemble des collectivités sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine.

Dans un but d'efficacité de l'action publique sur le territoire et afin de bâtir un cadre conjoint des stratégies publiques de développement économique et des aides aux entreprises, la stratégie régionale doit se conjuguer aux stratégies locales des communautés d'agglomération ou de communautés de communes dans le respect des compétences que la loi attribue à chacune de ces collectivités.

La présente charte propose un cadre de partenariat et d'articulation des relations entre les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région, pour le meilleur accueil des projets des entreprises.

La Région Nouvelle-Aquitaine souhaite établir un partenariat privilégié avec les communautés d'agglomération et les communautés de communes.

Ces Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent mettre en œuvre le SRDEII avec la Région, conformément aux dispositions de l'article L 4251-18 du Code général des collectivités territoriales. Ils constituent l'échelon local de proximité au plus près des acteurs économiques. Il est donc essentiel que les canaux de coordination soient établis et efficaces entre ces collectivités et la Région.

Le SRDEII précise que la Région ne délèguera pas au niveau local ses compétences de pré-instruction, d'instruction ou d'attribution des aides. Pour correspondre au mieux au foisonnement des initiatives et aux habitudes de relations multi-canaux des entrepreneurs et des acteurs économiques, la Région ne recherchera pas une logique de guichet unique mais favorisera avec les communautés d'agglomération/communautés de communes l'ensemble des circuits et réseaux permettant aux entreprises et aux acteurs économiques de trouver le plus rapidement possible l'interlocuteur le plus à même de répondre à leurs questionnements et de soutenir leurs projets.

Dans le cadre d'une complémentarité territoriale, la Région souhaite que les communautés d'agglomération/communautés de communes puissent orienter, conseiller et effectuer un accueil qualifié des entreprises et des opérateurs économiques locaux porteurs de projet. Par leurs contacts directs et réguliers avec une part importante du tissu économique local, les communautés d'agglomération et les communautés de communes réalisent de manière habituelle et naturelle un primo-accueil pour les entreprises porteuses de projets, partagé avec d'autres acteurs territoriaux, chambres consulaires notamment.

Cet accueil devra s'effectuer de manière concertée avec la Région, il devra être qualifié et de qualité. A cette fin, la Région mettra en place de façon régulière et structurée les canaux d'information et/ou de formation pour assurer la montée en compétence et la qualité des réponses, conseils et orientations qui seront proposées par les élus et les personnels des communautés d'agglomération/communautés de communes. Des points de coordination spécifiques pourront être réalisés entre la Région et les communautés d'agglomération/communautés de communes pour suivre l'avancée des projets et coordonner leurs efforts sur les projets du territoire. Ces aspects pourront être décrits dans le cadre des conventions passés avec les communautés d'agglomération/communautés de communes.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes s'engagent à renforcer leur professionnalisation en établissant des organisations adaptées aux besoins d'accueil et d'orientation des entreprises, en veillant à la meilleure formation de leurs personnels et en assurant la fluidité et la qualité des informations transmises.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes partagent des enjeux communs tout en conservant leurs spécificités, leurs attentes et leurs priorités.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes, par leur rôle de centralité locale et les compétences qui leur sont attribuées partagent les priorités suivantes :

- l'aménagement économique et le parcours immobilier des entreprises ;
- le contact de proximité avec les différents acteurs économiques locaux ;
- l'importance de l'économie résidentielle de proximité, des commerces, de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire et du dynamisme des centres bourgs et des centres ville ;
- la promotion et la valorisation de leurs territoires ;
- les conditions de vie, de formation et de recrutement sur les territoires ;
- l'accessibilité, la qualité des moyens de transports et l'intermodalité ;
- la qualité des services locaux proposés aux entreprises, y compris le THD.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes ont vocation à prendre toute leur place dans les éco-systèmes d'animation économique de leur territoire

Deux types principaux d'éco-systèmes et de réseaux d'animation économique exercent leurs activités sur les territoires :

- des réseaux mis en place par les entreprises ou leurs organismes professionnels ou interprofessionnels : les syndicats professionnels, les associations interprofessionnelles, souvent par branche d'activité ou filière, les clusters,...
- des réseaux exerçant des missions pour le compte de la Région au travers de conventionnements, et notamment :
 - ❖ les réseaux consulaires ; en particulier, la Région a engagé un partenariat avec la Chambre régionale de commerce et d'industrie pour mettre en place une gouvernance élargie en matière d'accompagnement des entreprises à potentiel, reposant notamment sur le rôle de proximité des chambres territoriales au service de la prospection des projets d'entreprises,
 - ❖ l'Agence de Développement et d'Innovation Nouvelle-Aquitaine, qui propose aux collectivités adhérentes un partenariat reposant sur un programme concerté d'actions de communication et de coopération.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes sont invitées à intégrer ces éco-systèmes et réseaux d'animation pour disposer de l'information la plus pertinente sur les entreprises de leur territoire et bénéficier de lieux d'échanges leur permettant de parfaire leurs stratégies économiques et d'adapter leur offre aux besoins des entreprises et aux interventions de la Région.

Les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région financent conjointement les projets économiques de leur territoire

Le SRDEII, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, pose le principe d'une complémentarité des interventions des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Cette complémentarité s'entend de deux manières :

- les régimes d'aides sont complémentaires dans leurs finalités, les communautés d'agglomération/communautés de communes et la Région pouvant effectuer du financement alternatif,
- les régimes d'aide sont établis de manière conjointe et les projets peuvent bénéficier de co-financements des communautés d'agglomération/communautés de communes et de la Région.

Dans le cadre du règlement d'intervention régional des aides aux entreprises, les communautés d'agglomération/communautés de communes veilleront avec la Région à maintenir la complémentarité des dispositifs qu'elles mettent en œuvre sur le territoire régional. En particulier, les interventions devront être concertées en amont. La communauté d'agglomération/communauté de communes ne pourra pas compléter a posteriori des plans de financement déjà établis entre la Région et le bénéficiaire. En outre, les montants apportés dans un plan de financement conjoint par la communauté d'agglomération/communauté de communes devront avoir un véritable effet de levier sur les financements privés.

Pour cela, la Région et la Communauté d'agglomération/Communauté de Communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite que le projet obtienne un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Communauté d'agglomération/ Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

-o0o=-

Approuvée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional du 10 juillet 2017, la présente charte est annexée aux conventions passées entre la Région et les communautés d'agglomération et les communautés de communes en application des articles L 4251-18, L 1511-2, L 1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 du Code général des collectivités territoriales.

Envoyé en préfecture le 21/11/2022

Reçu en préfecture le 21/11/2022

Affiché le

Berger
Levrault

2

ID : 033-200070720-20221110-D10112022129-DE

ANNEXE III

REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES

ORIENTATION 1 : ANTICIPER ET ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS NUMERIQUES, ECOLOGIQUES ET ENERGETIQUES, ET DE MOBILITE

TRANSFORMATION NUMERIQUE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Soutien au déploiement du Très Haut Débit	Favoriser le raccordement des entreprises aux réseaux de communications électroniques très haut débit	entreprises	investissement	selon la convention syndicat Numérique	SA 37183 THD
Soutien au déploiement d'un réseau de tiers lieux	Création et développement de projets d'espaces de travail partagés et collaboratifs (co-working)	entreprises	investissement	30 %	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 <i>de minimis</i>
			loyers	75% la 1 ^{ère} année dégressif sur 3 ans ou 50% par an sur 3 ans	1407/2013 <i>de minimis</i>

ORIENTATION 2 : POURSUIVRE ET RENFORCER LA POLITIQUE DE FILIERES

DISPOSITIONS COMMUNES

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Aides aux structures intervenant dans le développement économique	Promotion et attractivité : animation et structuration de dynamiques économiques du territoire	Entreprises	fonctionnement	50%	SA 40391 RDI
Salons et manifestations	Favoriser la promotion des entreprises locales, et l'échange de connaissances	Entreprises	fonctionnement	50%	SA 40391 RDI

TOURISME

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Favoriser la promotion touristique du territoire	Actions de promotion des ressources touristiques, présentation et vente de produits locaux, organisation de séjours ou de circuits	Office du tourisme	Investissement et fonctionnement	Compensation de service public	Décision 20 décembre 2011 SIEG

SANTE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Favoriser l'offre de soins de santé sur le territoire	Fournir un outil mutualisé aux professionnels de santé désireux de s'implanter sur le territoire	Professionnels de santé	Investissement et fonctionnement	100%	Hors aides d'Etat – activité purement locale

ORIENTATION 5 : RENFORCER L'ECONOMIE TERRITORIALE, L'ENTREPRENEURIAT ET LE MAILLAGE DU TERRITOIRE

ECONOMIE TERRITORIALE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Favoriser la création et le développement des entreprises	Soutenir la création et la reprise d'entreprises Favoriser la modernisation, l'accessibilité, la mise aux normes des entreprises des secteurs du commerce, de l'artisanat et des services	TPE	Investissement	30%	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 <i>de minimis</i>

ORIENTATION 9 : DEVELOPPER L'ECOSYSTEME DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Favoriser la création et le développement des entreprises	Création ou renforcement des fonds de prêts existants ou à créer	entreprises	Besoin de financement	Selon dispositif	SA 100189 PME 1407/2013 <i>de minimis</i>

TOUTES ORIENTATIONS

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Aides aux investissements immobiliers	Favoriser l'implantation et le développement des entreprises en soutenant l'acquisition, la construction, la rénovation, l'extension, l'aménagement d'immobilier d'entreprises	entreprises	Coûts d'investissement	30%	SA 39252 AFR SA 40453 PME 1407/2013 <i>de minimis</i>
				Coût d'investissement – marge d'exploitation + bénéfice raisonnable	SA 40206 Infrastructures locales
			loyers	75% la première année et dégressif sur 3 ans ou 50% sur 3 ans	1407/2013 <i>de minimis</i>

ANNEXE IV

MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES AIDES AUX ENTREPRISES

I Attribution des aides aux entreprises

1.1. Réalisation du projet objet de l'aide

Une convention sera passée entre la collectivité décidant de l'octroi de l'aide et le bénéficiaire.

Elle précisera :

- les références au dispositif du règlement d'intervention,
- les références au régime d'aide notifié ou exempté constituant la base juridique de l'intervention publique,
- la nature, la durée et l'objet de l'intervention publique,
- le montant et les modalités de versement des aides prévues,
- le plan de financement de l'opération faisant apparaître l'ensemble des ressources affectées à la réalisation du même projet et notamment les autres financements accordées sur fonds publics,
- les engagements de l'entreprise concernant la réalisation des investissements et la création d'emplois,
- les conditions de versement et de solde de l'aide publique,
- le contrôle qu'exercera la collectivité sur la réalisation du projet et des conditions de la convention : respect du projet de développement, création et/ou maintien d'emplois, respect de l'obligation d'information de la collectivité,...

1.2. Modalité d'octroi des aides

La Région et la Communauté de Communes sont responsables chacun en ce qui les concerne, de l'instruction des demandes d'aides et des décisions d'octroi prises par chacune des collectivités.

Les projets éligibles peuvent être soutenus financièrement, soit uniquement par la Communauté de Communes, soit conjointement par la Région et la Communauté de communes, soit uniquement par la Région.

La présente convention ne peut amener à contraindre l'une des collectivités partie prenante à financer un projet soutenu par l'autre partie, ni à réserver des crédits d'intervention de la Région sur le territoire de la Communauté de Communes.

1.3. Coordination

La Région et la Communauté de Communes mettront en place une procédure d'information sur les interventions où l'une des parties souhaite obtenir un co-financement de l'autre, ou dans le cas où la Communauté d'agglomération/Communauté de Communes souhaite que le projet qui lui est présenté recueille des fonds européens structurels et d'investissement (FESI).

Cette procédure a notamment pour objectif d'assurer la cohérence de l'intervention publique et le respect des règles européennes de cumul des aides aux entreprises. Elle permettra de partager l'analyse sur le projet et le porteur et garantira le montage le plus adapté et régulier de l'ingénierie de financement du projet.

II. Information et transparence

2.1. Bilan annuel des aides

Afin de permettre à la Région de satisfaire aux obligations d'information posées par l'article L 1511-1 du Code général des collectivités territoriales, la Communauté de Communes lui transmettra avant le 30 mars de chaque année un relevé des aides attribuées dans l'année au titre de la présente autorisation. Ce relevé sera effectué sur la base des tableaux transmis par les Préfets correspondant à la circulaire annuelle relative au bilan des aides d'Etat du Ministère de l'intérieur/Direction générale des collectivités locales (DGCL).

Dans le cas où la Communauté de Communes n'aurait pas transmis ces éléments avant le 30 mars, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la Communauté de Communes ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.

2.2. Transparence

Chaque aide d'Etat individuelle d'un montant supérieur à un seuil fixé par la réglementation européenne doit être publiée par la collectivité territoriale qui attribue l'aide sur un site unique de la Commission européenne consacré aux aides d'Etat. Ce seuil est de :

- 500 000 € dans le cas général et pour les aides dans le secteur de la forêt,
- 60 000€ pour les aides dans le secteur de la production agricole,
- 30 000€ pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Ces seuils s'entendent par régime et décision d'octroi, tous financeurs publics confondus. Si le bénéficiaire de l'aide est une personne publique, son autofinancement, hors la part issue de contributions privées, est compté dans ce cumul.

Cette déclaration doit être effectuée au plus tard dans les 6 mois suivant la date d'octroi de l'aide.

Toute aide qui n'aurait pas respecté cette obligation est incompatible et devra être récupérée.

Les modalités de mise en œuvre de cette obligation sont précisées par circulaire ministérielle et contrôlées par les Préfets.

Dans le cas où la Communauté de Communes refuserait de se soumettre à cette obligation, la présente convention pourra être résiliée de plein droit et la Communauté de Communes ne pourra plus attribuer des aides aux entreprises.